

Tenir les promesses et répondre aux défis des APE : appel à plus de volonté politique

LES APE N'ONT DE SENS que s'ils prolongent une stratégie de développement des pays et de la région. En se pressant, les négociateurs prennent le risque de conclure des accords déconnectés des réalités, qui n'assurent pas une participation suffisante des pays et des acteurs pour prétendre refléter leurs attentes.

Sanoussi Bilal, sb@ecdpm.org ; Éric Hazard, ehazard@oxfam.org.uk ; Imma de Miguel, idemiguel@intermonoxfam.org

► Suite des pages
36 à 38

LES APE DEVRAIENT, y compris aux yeux de la Commission européenne, instaurer un cadre commercial et économique propice au développement durable et à la réduction de la pauvreté dans chaque pays et région ACP. La redéfinition de la relation avec l'UE n'en est qu'un des axes. Pour qu'un APE puisse offrir des opportunités nouvelles, il doit s'insérer dans une stratégie de développement claire et s'appuyer sur un processus de transformation économique, institutionnelle et structurelle au service des populations, tant au niveau national que régional. Faute de quoi, non seulement les APE ne tiendront pas leurs promesses, mais ils pourraient être la source de sérieux déséquilibres, allant à l'encontre des objectifs de développement des pays et régions ACP.

Pas de lien entre stratégie nationale de développement et APE. En l'état actuel des négociations, l'APE entre l'AO et l'UE ne semble pas encore s'insérer dans une dynamique de développement et de réformes clairement définie, que les acteurs nationaux de la région se seraient appropriée. Pour beaucoup, les risques liés aux APE sont encore mal définis. Les réponses qu'ils obtiennent à leurs interrogations ne semblent pas parvenir à rassurer les opérateurs privés, les représentants de la société civile ou de certains États membres de la Cedeao. Bien que les négociations progressent, l'APE tel qu'élaboré par les négociateurs ne fait pas l'objet d'une réelle appropriation au niveau national qui repose sur une stratégie de développement intégrée sur le long terme. Les pays d'AO n'ont pour la plupart pas inséré l'APE dans leurs projets nationaux de réforme. Alors que les négociateurs semblent occupés à parer au plus pressé — mettre en place un APE d'ici la fin de l'année 2007 — on assiste dans de nombreux pays de la région à une dichotomie entre le projet de mise en place d'APE d'une part (confiné aux ministères du Commerce

et des Finances pour les questions liées à la perte de recettes douanières, et de l'Agriculture pour l'identification des produits sensibles), et d'autre part, les politiques économiques, sociales et de réforme destinées en principe à assurer le développement durable aux niveaux national et régional.

Ainsi, le rythme actuel des négociations ne permet nullement de garantir l'implication, voire même l'accès à l'information, du plus grand nombre. À ce jour, l'AO n'a pas su proposer un texte d'APE et ne semble pas en mesure de le faire avant la fin du mois de septembre voire octobre 2007, ce qui retarde d'autant plus le calendrier des négociations et contredit les objectifs de participation fixés par l'Accord de Cotonou.

Viser un bon accord plutôt qu'un accord à tout prix. Dans ce contexte, la volonté affichée de l'UE d'aboutir à un APE avec l'Afrique de l'Ouest d'ici la fin de l'année 2007 apparaît en contradiction avec les réalités économiques et politiques de la région. À trop pousser dans ce sens, la Commission européenne prend le risque d'être perçue comme dirigeante, usant de sa puissance politique et économique pour imposer sa propre vision dans les négociations. Elle pourrait ainsi se voir accusée de pratiquer la politique « de la carotte et du bâton », utilisant les promesses d'aide et la menace de la perte des préférences commerciales, en vue « d'acheter » ou « de forcer » la conclusion d'un APE d'ici la date « fatidique » du 31 décembre 2007, coûte que coûte.

Pourtant ce scénario pourrait être remplacé par un scénario plus équilibré. Avec suffisamment de volonté politique, la Commission européenne et les États membres de l'UE pourraient mettre à profit différentes options pour poursuivre les négociations en tenant compte des retards accumulés et des capacités réelles de négociations en AO. Pour y parvenir, les négociateurs des ACP devraient avoir l'assurance que

les échanges commerciaux actuels ne seraient pas perturbés après fin 2007. Ce n'est qu'une question de volonté politique.

Dans ce contexte, il importe que l'UE tienne compte des difficultés rencontrées par la région ouest africaine et qui ont été soulignées dans la revue à mi-parcours. Ces difficultés devraient notamment permettre de redéfinir des stratégies plus cohérentes. Dans le même temps, il est crucial que les dirigeants des pays d'Afrique de l'Ouest prennent toutes leurs responsabilités. Ils peuvent le faire d'abord en exprimant clairement et au plus tôt leurs difficultés à mener à terme les négociations d'un APE d'ici la fin 2007¹, afin que des mesures appropriées puissent être prises, y compris parmi les pays européens qui soutiennent leur démarche. Mais surtout, il importe qu'ils prennent leurs responsabilités politiques en mettant en place un programme cohérent de développement de leurs pays sur le long terme, dans lequel un APE, dont ils auront eux-mêmes défini le contenu, pourra prendre place. Faute de quoi, les défis de la mise en œuvre d'un APE pourraient fort bien se révéler insurmontables.

Dans l'état actuel des discussions, il semble difficile d'imaginer que la forme actuelle des APE puisse répondre de manière satisfaisante aux objectifs de développement et de renforcement de l'intégration régionale fixés dans la feuille de route établie à Accra par les deux parties en 2004. Seule une solide volonté politique en Europe et en Afrique de l'Ouest peut permettre la mise en cohérence du cadre de coopération économique et commerciale entre les deux régions et les objectifs à long terme de développement au profit des 240 millions d'habitants d'une région parmi les plus pauvres du monde. ■

1. À ce titre, la revue à mi-parcours de l'APE conclue en mai 2007 est une occasion manquée.